

Du 14 juillet aux décrets-lois

Le gouvernement Laval-Herriot vient d'adopter les décrets-lois de misère. Au lendemain de la manifestation de la Bastille, où les dirigeants du parti communiste ont fait jurer les masses de rester UNIES avec les radicaux ; où l'on a fêté la « réconciliation française » des exploités avec leurs esclaves, les radicaux du gouvernement, soutenus facilement par les radicaux de l'opposition, ont montré comment ils comprennent la « fraternité nationale ». Les décrets-lois, qui viennent frapper les fonctionnaires, anciens combattants et travailleurs des services publics, ne sont que le début d'une large offensive contre le niveau de vie des masses laborieuses de ce pays.

Certes, ce ne sont pas ces décrets-lois qui amélioreront la situation économique, mais il est ridicule et vain de compter là-dessus pour leur faire échec. La bourgeoisie se défend : elle veut maintenir sa domination à travers cette crise terrible et en faire supporter les frais aux masses laborieuses. Après ces décrets-là — qui ne sont, d'ailleurs, pas les premiers — il en viendra d'autres... et d'autres encore... ou bien la dévaluation. L'expérience des autres pays est trop récente et il faudrait être bien naïf pour croire que ces sacrifices sont nécessaires pour éviter le pire ».

Des phrases sur la liberté, la paix, le pain ne suffisent pas. Pour ou contre la politique des décrets-lois ; pour ou contre la politique du gouvernement Laval-Herriot, continuant celle de Doumergue, Flandin et des gouvernements radicaux. Voilà la question qui seule permet de distinguer les vrais défenseurs des intérêts du prolétariat et des masses travailleuses, de leurs faux amis, qui par des phrases creuses sur la défense des masses en général veulent torpiller leur lutte REELLE contre l'issue capitaliste de la crise.

Il est faux de dégager la responsabilité des radicaux qui ont voté les décrets-lois de misère et de famine ; les décrets-lois qui frappent les petits et qui ouvrent la porte à une grande offensive contre les masses laborieuses.

La « réconciliation française » est devenue la capitulation devant le mur d'argent. Les illusions semées à la Bastille ont frayé la voie aux décrets-lois ; les événements ont démontré qu'il n'y a pas d'unité française, mais une bourgeoisie avec son Etat, sa police, sa magistrature, son armée, qui opprime et exploite les travailleurs qu'ils soient Français ou non.

Un gouvernement du « front populaire » qui fera payer les riches, qui donnera du travail, du pain, la paix

et la liberté ! Quelle illusion ! En attendant une partie de ce futur gouvernement : les radicaux font avaler les décrets-lois comme un sacrifice nécessaire pour éviter le pire.



Avec son instinct de classe qui l'oppose à la bourgeoisie, la masse des travailleurs ne l'entend pas ainsi. Elle réagit, proteste, s'insurge, et les dirigeants du « front populaire » ont de la peine à la contenir.

Les chefs radicaux et confédérés, fidèles à leur tradition réformiste de passivité et de capitulation, font tout pour détourner les masses de leur véritable objectif : la lutte intransigeante contre le gouvernement Laval-Herriot. Mais le mouvement est trop puissant pour qu'on puisse l'arrêter net. Aussi on le canalise vers des formes d'action sans but précis, sans perspectives, qui auront comme résultat de lasser et de démoraliser les masses dont la combattivité va grandissant.

Les manifestations, les meetings sont incontestablement utiles pour préparer une lutte effective. **MAIS LEUR EFFET EST NUL SI ON NE LEUR DONNE PAS COMME BUT DE PREPARER DES FORMES DE LUTTE SUPERIEURES QUI NE PEUT ETRE, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES, QUE LA GREVE GENERALE** contre le gouvernement, contre la politique de déflation, pour faire payer les riches.

Au lieu d'orienter le mouvement de masse vers ce but, les dirigeants réformistes et unitaires, avec la complicité des dirigeants du parti communiste, limitent l'action aux pétitions, aux délégations à la préfecture, aux ministères. Ils font voter des ordres du jour emphatiques et « menaçants ». Ils canalisent le mouvement vers une convocation du Parlement par les gauches afin de rejeter les décrets-lois. En attendant on demande à la masse de rester calme, digne et dans l'ordre. On lui dit de se méfier des « provocateurs » ; et naturellement les provocateurs, pour ne pas changer, sont ceux qui veulent la lutte contre le gouvernement capitaliste.

Pendant ce temps les tribunaux condamnent et les conseils de discipline suspendent les « récalcitrants ». Pendant ce temps le gouvernement met en application ses décrets-lois et se dit : « gueuler » n'est pas agir. Il reçoit bien poliment les délégations, leur promet de belles choses, pourvu que l'on reste passif.

Quelle est l'attitude des dirigeants du parti communiste devant cet étouffement de la réaction des masses contre les décrets-lois ? Au lieu de se mettre à la tête de ces masses et de les diriger dans leur lutte, les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T.U. brisent eux-mêmes la volonté de lutte des travailleurs afin de ne pas mécontenter les radicaux.

Laval-Herriot savent que la direction du « front populaire », et surtout la direction du parti communiste, s'est constituée d'enthousiasme prisonnière entre les mains de la bourgeoisie radicale. Ils savent que la lutte de masse contre les décrets-lois ne pourra qu'être freinée le plus possible par la direction du parti communiste qui est obligée, vu toute sa politique actuelle, d'éviter toute peine — même légère — aux ministres radicaux, et à tout subordonner à la présence des chefs radicaux en tête du « front populaire ».

Pour lutter véritablement contre les décrets-lois, il faut lutter contre le gouvernement Laval-Herriot, donc contre les radicaux qui en sont responsables et qui procurent au gouvernement le soutien de leurs troupes sans quoi il ne pourrait tenir un jour. Il faut lutter contre la politique de tergiversation et de capitulation des défenseurs de la bourgeoisie dans le sein du « front populaire ». Mais les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T.U. sont engagés à fond, ils ont les mains liées par toute leur politique opportuniste; et pour ne pas déplaire, pour ne pas froisser, pour ne pas rejeter les politiciens radicaux de la bourgeoisie, l'on sacrifie les intérêts de la classe ouvrière, les intérêts de la révolution prolétarienne.

Voilà le premier résultat, « positif » celui-là, de la politique du « front populaire ».



Dans la période présente, la bourgeoisie française ne peut pas faire d'autre politique que celle des décrets-lois ou de la dévaluation, qui signifient toutes les deux : pressurer toujours plus les masses laborieuses. La lutte conséquente contre cette politique, C'EST LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LE GOUVERNEMENT LAVAL-HERRIOT, CONTRE LA POLITIQUE CAPITALISTE DANS LA CRISE.

Aucun gouvernement capitaliste, quel qu'il soit, ne peut abattre les « féodalités économiques » dont il n'est que le serviteur. On ne peut abattre ces féodalités qu'avec le renversement révolutionnaire de l'Etat actuel qui est leur gardien. Parler de la prise de la Bastille financière et remettre aux calendes la révolution prolétarienne est un non-sens, et cela signifie semer les pires illusions.

Au moment où la situation économique tragique étale l'impuissance et la faillite du régime bourgeois; au moment où les réformistes eux-mêmes sont obligés de reconnaître « la faillite du réformisme »; au moment, où la situation elle-même met à l'ordre du jour le socialisme : c'est une véritable capitulation devant l'ennemi de classe que de freiner l'action des masses

pour garder l'amitié de la bourgeoisie radicale, en semant les illusions d'une « troisième issue au dessus des classes », ni bourgeoise ni révolutionnaire.

LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LE GOUVERNEMENT CAPITALISTE PEUT SEULE GARANTIR LES DROITS DES TRAVAILLEURS, CAR LES REFORMES NE SONT QUE LE SOUS-PRODUIT DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR ; LA BOURGEOISIE NE CEDE QUE DANS LA MESURE OU ELLE SE SENT MENACEE DANS SON EXISTENCE MEME.

Les décrets-lois et toutes les autres mesures ini-ques de Laval-Herriot ne seront rejetées que par la lutte révolutionnaire des masses laborieuses, de toutes les masses laborieuses, contre le gouvernement capitaliste : **A BAS LE MINISTERE LAVAL-HERRIOT ; A BAS LA POLITIQUE DE DEFLATION ! VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE POUR LE POUVOIR !** Tel doivent être les mots d'ordre autour desquels il faut concentrer l'action.

Chaque communiste, contre l'opportunisme des dirigeants du P. C. F., se fera un devoir, dans le parti, dans son syndicat, partout où il peut, d'expliquer, de démontrer que seule la lutte de classe révolutionnaire est efficace. Et dénoncer la capitulation des dirigeants du « front populaire ».

Tous les prolétaires révolutionnaires, tous les communistes sincères doivent se rassembler, doivent coordonner leurs efforts, doivent s'organiser pour arracher des yeux de leurs compagnons de combat le bandeau épais de la confiance aveugle dans les dirigeants qui font le jeu des politiciens bourgeois. Qui par leurs tergiversations, leurs hésitations, leur refus d'engager le combat démoralisent les masses, désillusionnent la petite bourgeoisie et favorisent ainsi l'ascension du fascisme. Fidèles à notre doctrine communiste éprouvée, nous gagnerons à nos idées les ouvriers révolutionnaires de ce pays, et, avec leur concours, nous réussirons à faire échec à la direction actuelle du P. C. F., à rénover le parti communiste, à le rendre apte pour remplir son grand rôle historique : **MENER LA CLASSE OUVRIERE A SA REVOLUTION.**

C'est le but que se posent les communistes groupés autour de la revue « QUE FAIRE ? ».

GROUPE COMMUNISTE « QUE FAIRE ? »

Lisez « QUE FAIRE ? », revue communiste. Paraît tous les mois; le numéro de 32 pages UN FRANC. En vente dans les principaux kiosques et notamment boulevard Saint-Michel, et à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris 10.

Dans le numéro 8 d'août : un article inédit en français de Lénine sur « le gouvernement du front populaire en Russie ».